



24 SEPTEMBRE
2025

afev**
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES



18^E JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Jeunes populaires rurales et urbaines :
même combat face aux inégalités éducatives ?

SOUS LE PARRAINAGE DE BENOÎT COQUARD

afev**
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

[>]
TRAJECTOIRES
groupe reflex

Rura
Révéler le potentiel de la jeunesse des territoires

Unaf
UNIS POUR LES FAMILLES

Enquête Trajectoires/AFEV

Jeunes rurales et urbaines : même combat face aux inégalités éducatives ?

Enquête exploratoire réalisée de mai à juillet 2025 auprès de
1 507 lycéens d'établissements scolaires dont l'AFEV est
partenaire

Passation assurée par l'AFEV, traitements et analyse réalisée par

TRAJECTOIRES-REFLEX
Septembre 2025

SOMMAIRE



Introduction	5
 1. L'orientation et la projection dans les études, des différences qui dépendent surtout du milieu social	10
1.1. Les jeunes ont choisi leur filière et se sentent bien au lycée, mais la pression scolaire et les difficultés d'apprentissage sont importantes.....	11
1.2. Des jeunes informés et inquiets à propos de leur orientation.....	12
1.3. Études longues ou courtes, des choix dépendant de l'origine sociale et du lieu de vie.....	13
1.4. Les jeunes donnent du sens à leurs études et futurs emplois.....	15
 2. Des jeunes « prêts à partir » mais en proie à des doutes	17
2. 1. Un attachement fort au lieu de vie qui n'empêche pas de vouloir partir pour les études.....	18
2. 2. « Ceux qui partent » : des souhaits d'ancrage inégaux selon le lieu de vie et le milieu social.....	20
2. 3. Les jeunes sont anxieux face à l'avenir.....	22
2. 4. Des lycéen.nes incertain.es face à l'évolution de leurs conditions de vie, des jeunes de milieux populaires plus optimistes à cet égard.....	24
 3. Des difficultés de mobilité plus importantes en milieu rural et une dépendance accrue à la voiture	26
3. 1. Des difficultés de mobilité plus importantes pour les jeunes ruraux.....	27
3. 2. Des modes de déplacement influencés par le milieu de vie, une dépendance à la voiture pour les jeunes des espaces ruraux.....	29
 4. Un rapport hésitant des lycéen.nes à l'engagement, des postures contrastées aux institutions et au vote	31
4. 1. Plus d'1 jeune sur 3 déclare avoir déjà été victime de discrimination, un sentiment plus marqué en ville.....	32
4. 2. Une confiance à la police, à l'école et à la justice, plus prononcée chez les lycéen.nes de milieux favorisés et les jeunes ruraux.....	33

SOMMAIRE



4. 3. Une méfiance plus forte envers les médias, les réseaux sociaux et la classe politique.....	35
4. 4. Un rapport au vote indécis mais clivé selon le milieu social et le lieu de vie des jeunes.....	36
4. 5. Un rapport à l'engagement hésitant.....	37
Conclusion	38

INTRODUCTION



Objectifs et thématiques de l'enquête

Un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales publié en 2024 et relatif aux conditions de vie des jeunes en milieu rural souligne que le champ réduit des offres de formation présentes en dehors des grandes agglomérations urbaines limite les aspirations d'orientation et de projets professionnels chez les jeunes ruraux¹. Cette composition territoriale inégale les contraint davantage dans leurs arbitrages que les jeunes citadins.

La dimension des inégalités territoriales est depuis peu appréhendée au prisme des territoires dits « périphériques ». Le mouvement des Gilets Jaunes survenu en fin d'année 2018 a permis de mettre en lumière une mobilisation sociale issue des villes moyennes, des petites villes et des communes rurales et d'apporter un éclairage social et politique sur le quotidien des Français vivant en dehors des métropoles.

En plus des effets de reproduction sociale qui expliquent un accès inégal des jeunes aux études supérieures, le lieu d'habitation peut également influencer sur leurs trajectoires de vie et leurs conditions objectives de poursuite en études supérieures. Si les jeunes des banlieues de grandes villes et des métropoles sont depuis des décennies dans le giron des pouvoirs publics, au regard des difficultés et des freins socio-économiques qu'elles concentrent et de certaines conjonctures comme les émeutes urbaines de 2005, les jeunes ruraux restent encore relativement à la marge de l'action publique territoriale.

Certaines études ont par ailleurs souligné des différences de projection entre ces groupes de jeunes dans leur rapport aux études, au travail et à l'avenir de manière générale. Une enquête de 2019 de la Fondation Jean Jaurès soulignait déjà que les jeunes de zones rurales et de communes entre 2 000 et 20 000 habitants ont moins confiance en eux lorsqu'ils pensent aux années à venir que des jeunes citadins².

De surcroît, les jeunes de communes rurales sont moins nombreux à poursuivre des études supérieures que les jeunes urbains, visent des études souvent plus courtes et cherchent plus souvent à s'orienter vers des études en apprentissage³.

1 Djataou Noor-Yasmin, Furnon-Petrescu Hélène, Seiler Carine, « Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural : comment adapter les réponses institutionnelles », rapport de l'IGAS, novembre 2024.

2 Berlioux Salomé, Fourquet Jérôme, Peltier Jérémie, « Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie », Fondation Jean Jaurès, novembre 2019.

3 Pinel Laurie, « Études, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? », Études et Résultats, DREES, n°1155, juillet 2020.

INTRODUCTION



Ainsi, dans la lignée de travaux de recherche émergents sur les inégalités socio-territoriales, l'AFEV a souhaité s'inscrire dans cette dynamique d'étude à travers la réalisation de cette enquête pour l'édition 2025 de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

En effet, l'objectif de cette étude est d'enrichir les analyses liées au rapport de jeunes issus de milieux populaires et habitant en périphérie des métropoles à leur parcours scolaire et leur futur professionnel. Elle doit permettre de mieux mettre en évidence les différenciations sociales et spatiales à l'œuvre dans différents types de territoires qui influent sur les modes de vie de ces jeunes et sur leurs appréhensions des études et du monde professionnel.

L'enjeu de cette étude est d'interroger les mécanismes qui influent sur la mobilité sociale et géographique de lycéen.nes inscrit.es dans différentes filières et dans des établissements se trouvant dans plusieurs zones géographiques. L'intérêt de cette enquête est de croiser les aspirations d'orientation de ces lycéen.nes au regard de leurs milieux sociaux et de vie, en se concentrant notamment sur leur leurs pratiques de mobilité, leur rapport à leur lieu de vie, aux institutions et à la politique.

Pour ce faire, un questionnaire en ligne intégrant ces thématiques a été diffusé aux lycéen.nes par l'AFEV dans différents établissements scolaires partenaires de l'association. Les lycées ciblés ne se trouvent pas forcément en zones d'éducation prioritaires mais se composent de profils de jeunes socialement et économiquement fragilisés. Les lycéen.nes ont été interrogé.es sur la base du volontariat en classe entière ou à l'aide des enseignants, qu'ils soient accompagnés ou non par l'AFEV.

INTRODUCTION



Nature de l'enquête et précisions méthodologiques

Pour cette enquête, les jeunes interrogés sont des lycéen.nes de filières générale, professionnelle et technologique (en classes de seconde, première et terminale ainsi qu'en 1^{ère} et 2^{ème} année de CAP) et résidant dans différents types de communes composant l'ensemble du territoire français.

Trois catégories de communes ont préalablement été construites comme suit :

- Ville (plus de 20 000 habitants, incluant les villes moyennes, les grandes villes et leurs banlieues)
- Petite ville (entre 2 000 et 20 000 habitants)
- Commune rurale (village)

Un croisement a également été effectué entre les jeunes de classes populaires habitant en zone urbaine et ceux habitant en zone rurale (dont les parents appartiennent aux employés et ouvriers) afin de mettre en évidence le poids du territoire de vie sur le quotidien et les projections de ces lycéen.nes de milieux modestes. L'hypothèse défendue ici est celle d'une « double difficulté » ressentie par les lycéen.nes ruraux et appartenant aux classes populaires au regard des contraintes supplémentaires que présupposent ces espaces géographiques (freins au déplacement, dépendance à la voiture, poursuite d'études supérieures raccourcies, etc...).

INTRODUCTION



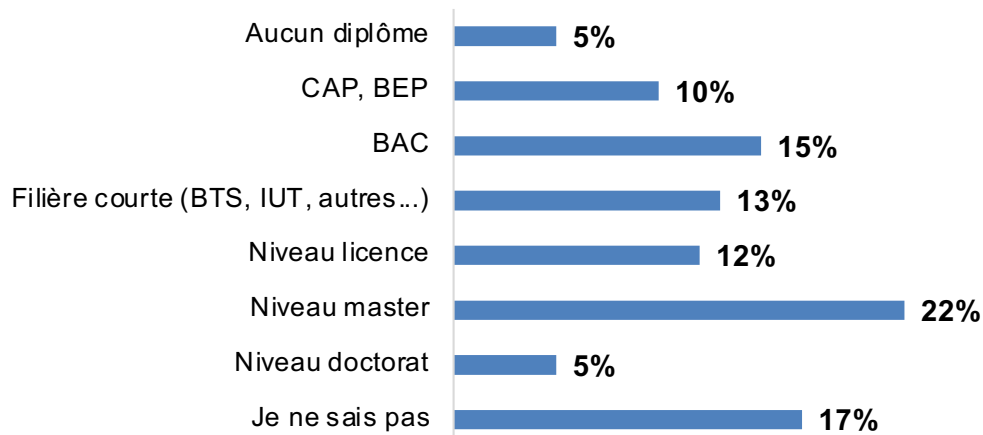
Présentation du profil des répondant.es

1 507 lycéen.nes ont répondu au questionnaire, essentiellement inscrit.es en filière générale.

En effet, 76% des répondants étudient en filière générale, 13% en lycée professionnel, 10% en lycée technologique et seulement 1% en lycée agricole. La répartition des répondants selon le niveau d'étude est relativement homogène puisque 28% des élèves interrogés sont inscrits en seconde, 36% en 1^{ère} et 35% en terminale (2% sont des élèves en CAP).

Plus d'un quart des lycéen.nes interrogé.es ont un parent diplômé d'un master ou doctorat (27%), un quart d'une licence ou d'une filière courte, 15% du BAC et également 15% sont sans diplôme ou ont un CAP / BEP. Pour autant, 17% des jeunes répondants n'ont pas su renseigner le niveau de diplôme de leurs parents.

Niveau de diplôme du parent déclaré par les jeunes enquêtés



INTRODUCTION



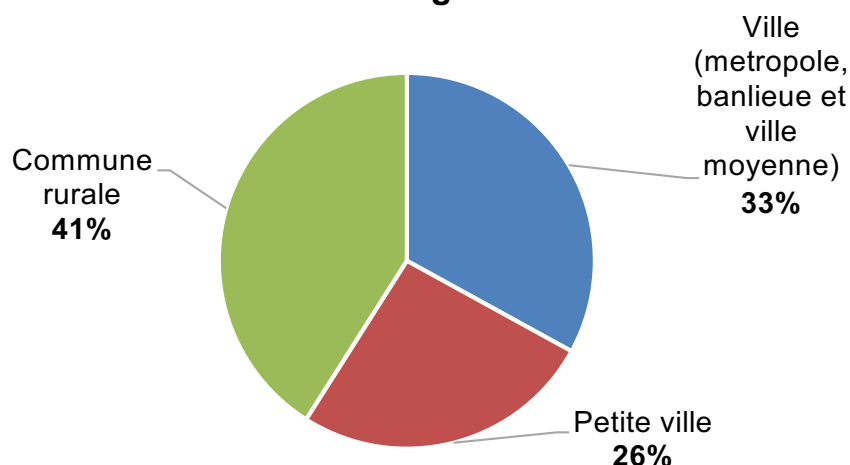
Concernant les Catégories Socio-Professionnelles (CSP) du parent mentionné par ces jeunes, 34% déclarent avoir un parent ouvrier ou employé, 27% un parent appartenant aux Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures (CPIS), 10% un parent artisan, commerçant ou chef d'entreprise et 9% un parent ayant une profession intermédiaire. 13% de ces lycéen.nes n'ont pas su mentionner la CSP de leur parent. Dans cette étude, les réponses des jeunes enquêtés sont analysées selon deux profils de CSP : les enfants d'employés et d'ouvriers d'un côté et les enfants de CPIS de l'autre.

CSP du parent déclaré par les jeunes enquêtés



S'agissant du type de commune d'habitation des enquêtés, 41% vivent dans une commune rurale, 26% dans une petite ville (entre 2 000 et 20 000 habitants) et 33% dans une ville (catégorie qui regroupe les villes moyennes, entre 20 000 et 100 000 habitants, les villes de banlieue de grande ville et les grandes villes de plus de 100 000 habitants).

Type de commune de résidence des jeunes interrogés



PARTIE 1

L'orientation et la projection dans les études, des différences qui dépendent surtout du milieu social



PARTIE

1

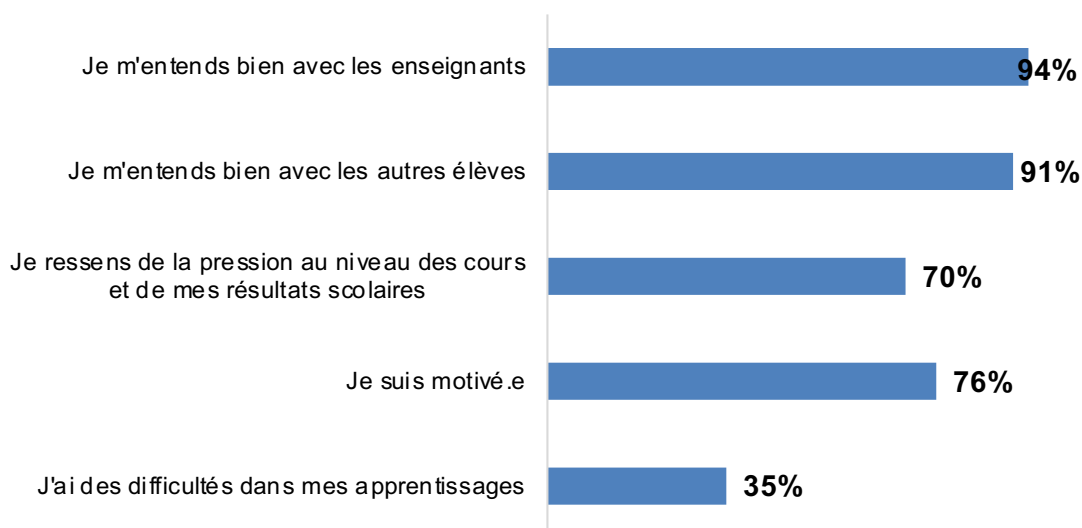


1. Les jeunes ont choisi leur filière et se sentent bien au lycée, mais la pression scolaire et les difficultés d'apprentissage sont importantes

La quasi-totalité des lycéen.nes enquêté.es affirment avoir choisi leur filière : 94% des jeunes interrogés l'expriment. Ce point de vue positif est globalement unanime même si quelques différences se jouent par rapport à la CSP et le niveau de diplôme des parents, bien plus qu'au niveau du lieu de vie. Les enfants de non-diplômés et d'un CAP / BEP sont 88% à le mentionner contre 97% pour des enfants de Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures. De plus, 94% d'entre eux disent bien s'entendre avec leurs enseignants et 91% avec leurs camarades de lycée. Ils sont plus de $\frac{3}{4}$ à déclarer être motivés (76%).

Cependant, 70% d'entre eux déclarent ressentir de la pression au niveau des cours et résultats scolaires. Plus d'un tiers expriment rencontrer des difficultés dans leurs apprentissages (35%). L'expression de ces difficultés est légèrement plus forte chez les enfants d'employés et d'ouvriers qui sont 39% à le partager et chez les enfants de non-diplômés et titulaires d'un CAP et BEP qui sont 40% à en faire part par rapport aux jeunes de milieux favorisés. Le lieu de vie ne semble pas jouer un rôle dans l'expression de ces difficultés scolaires.

Rapport au lycée des répondants



PARTIE

1

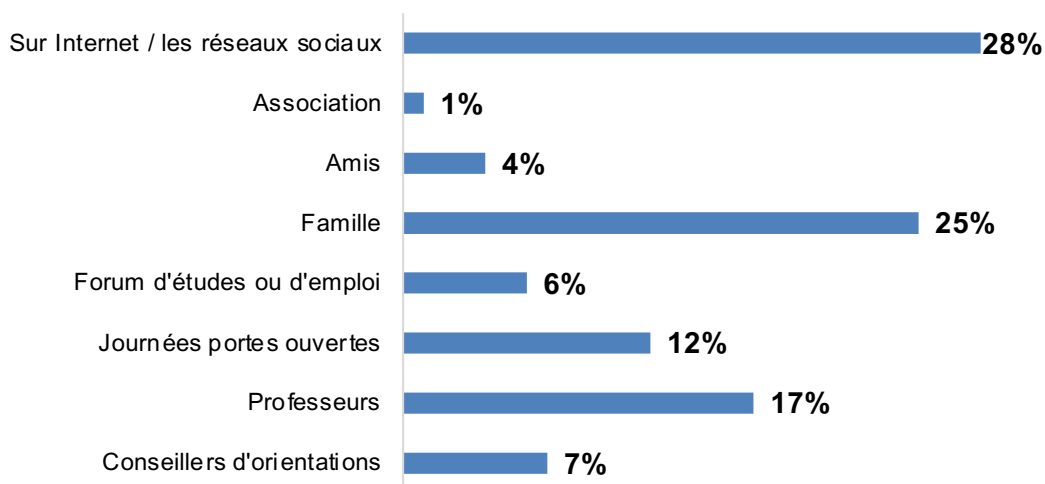


2. Des jeunes informés et inquiets à propos de leur orientation

Peu importe le lieu de vie et l'origine sociale, une majorité de jeunes, se sentent bien informés et accompagnés pour les études possibles après le lycée (61%). Mais paradoxalement, ils sont 58% à faire part de leur inquiétude quant à leur orientation. Ce sentiment de crainte s'explique principalement par le stress qu'occasionnent les démarches liées à Parcoursup pour ces jeunes (71% des réponses émises) et par le fait que leur projet d'orientation soit encore flou à l'heure actuelle (60% des réponses citées). Les jeunes ruraux sont plus nombreux à faire part de ce motif d'inquiétude que les jeunes urbains (65% contre 55%).

Pour l'ensemble des répondants, ce sont principalement Internet et les réseaux sociaux (28%), puis la famille (25%) et enfin les professeurs (environ 17%) qui représentent les vecteurs d'information principaux liés à l'orientation. Si les sources d'information principales quant à l'orientation sont similaires entre jeunes ruraux et urbains, les premiers mettent davantage en avant la famille dans ce rôle (28% contre 23%).

Source d'information prioritaire pour les choix d'orientation selon les jeunes interrogés



On ne constate pas de différences notables entre les jeunes ruraux et les jeunes urbains de classes populaires au sujet des sources d'information qu'ils utilisent en priorité pour leur orientation.



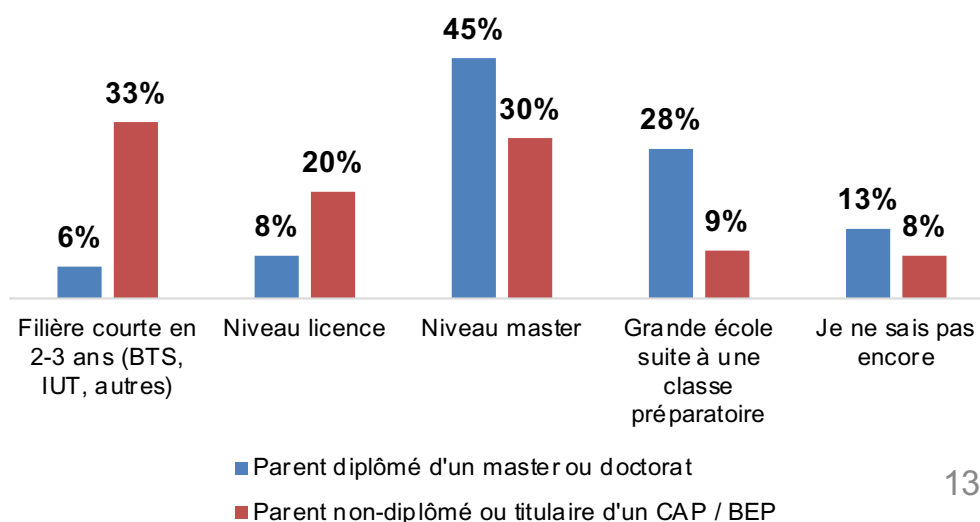
3. Études longues ou courtes, des choix dépendant de l'origine sociale et du lieu de vie

Concernant désormais leurs projections dans les études, une majorité des lycéen.nes envisagent de poursuivre un cursus en études supérieures. 81% des jeunes interrogés souhaitent poursuivre des études supérieures après le BAC, 7% cherchent à travailler et 12% n'ont pas encore de choix consolidé à ce sujet. La projection vers des études supérieures est logiquement plus encore le fait de jeunes issus de milieux plus favorisés et surtout de jeunes déjà inscrits dans des filières générales. Ainsi, 92% des enfants de parent diplômés d'un master ou doctorat ont ce souhait et 90% d'enfants de CPIS pour 73% d'enfants de parents sans diplôme ou détenteurs d'un CAP / BEP.

L'ensemble des lycéen.nes répondant.es cherchent avant tout à atteindre le niveau d'un master (40% d'entre eux), d'une filière courte (20%), d'une grande école suite à une classe préparatoire (17%) et d'une licence (12%). 12% de ces jeunes ne savent pas encore quel niveau d'études ils cibleront.

Là encore, le niveau de diplôme puis la CSP jouent sur le niveau de diplôme visé par ces jeunes. Les enfants de diplômés d'un master ou doctorat sont 45% à viser au moins ce niveau d'étude et 28% une grande école lorsque les enfants de non-diplômés et d'un CAP / BEP sont 33% à cibler une filière courte puis 30% un master. Les enfants des cadres sont 40% à vouloir viser un master puis 27% une grande école. Pour autant, les enfants d'employés-ouvriers cherchent également en premier lieu à décrocher un master pour 41% d'entre eux puis d'effectuer une filière courte pour 27% d'entre eux.

Niveau de diplôme visé par les jeunes répondants selon le niveau de diplôme de leur parent



PARTIE

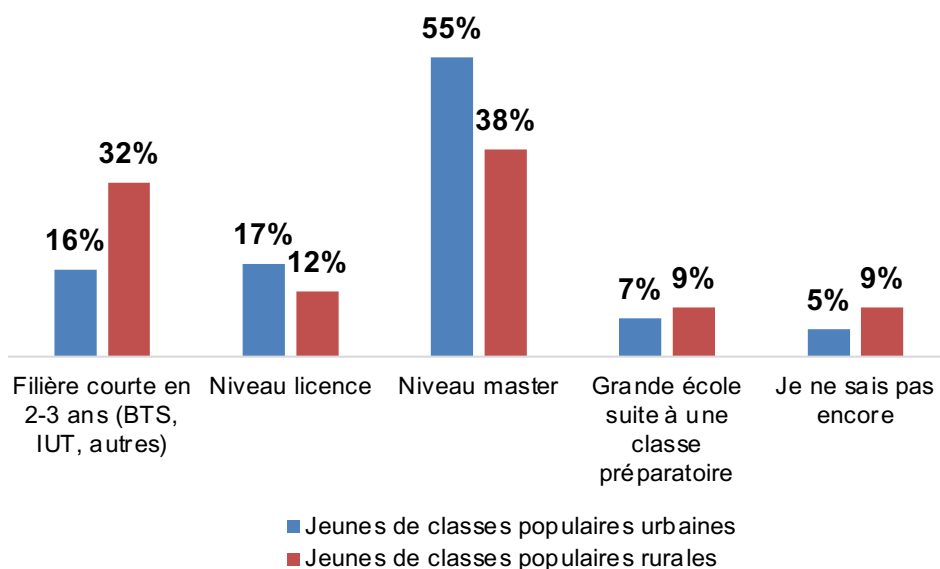
1



Si les différences géographiques ne jouent pas sur la volonté de poursuite d'études, elles influencent sur le niveau d'études visé. Ainsi, les lycéen.nes des plus grandes villes se projettent pour 46% en master contre 38% des jeunes ruraux. Même s'ils cherchent principalement à effectuer un master, les jeunes ruraux sont 23% à envisager de poursuivre une filière courte contre 15% des jeunes citadins.

L'effet du lieu de vie dans le rapport au diplôme visé est d'autant plus prégnant chez les jeunes de milieux modestes. En effet, les jeunes de classes populaires résidant en zone urbaine souhaitent avant tout décrocher un master (55%), une licence (17%) puis un diplôme d'une filière courte (16%). Pour les jeunes de classes populaires rurales, ils sont 38% à vouloir décrocher un master mais 32% à souhaiter obtenir un niveau de diplôme d'une filière courte et 12% une licence. Les souhaits d'orientation de ces derniers semblent plus formulés vers des études courtes qui permettent de s'insérer plus rapidement sur le marché du travail⁴.

**Niveau de diplôme visé par les jeunes
répondants de classes populaires selon leur lieu
de vie**



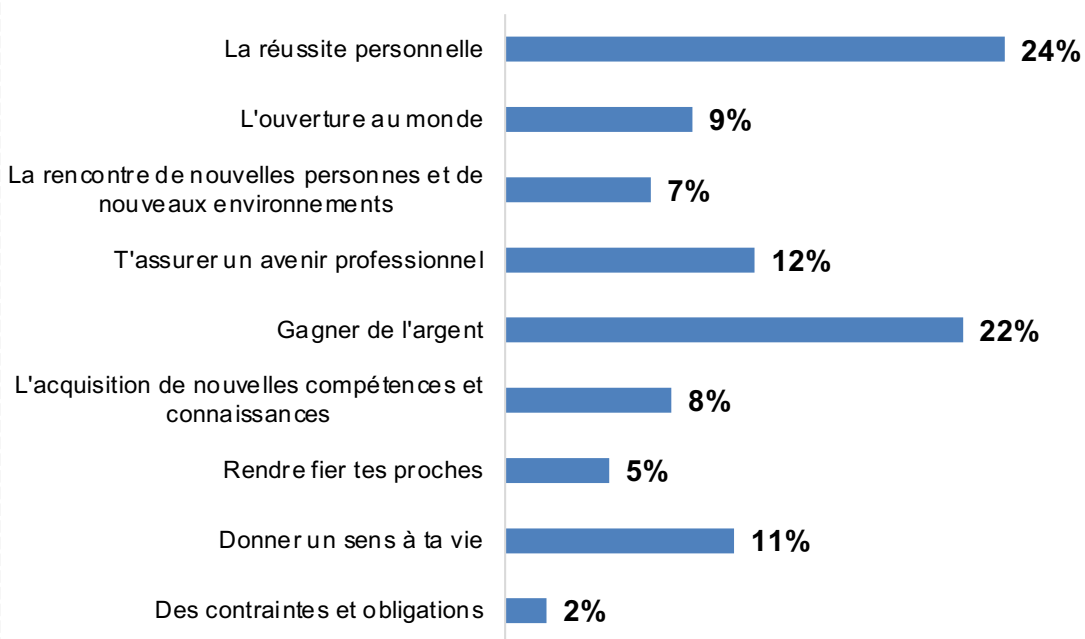
⁴ Voir à ce sujet l'étude de l'INSEE de Flachère Magali et Frénois Laurent, « Scolarité en milieu rural : des élèves souvent plus éloignés de leur établissement, des études plus courtes », INSEE Flash Occitanie, n° 115, janvier 2022



4. Les jeunes donnent du sens à leurs études et futurs emplois

Cette projection, qu'elle concerne les études supérieures ou bien un premier emploi, est porteuse de sens pour ces jeunes. Selon eux, elle renvoie avant tout à la réussite personnelle (24%), au fait de gagner de l'argent (22%) puis de s'assurer un avenir professionnel (12%). 11% des répondants déclarent que les études et le travail peuvent donner un sens à leur vie et seulement 2% qu'ils les associent à des contraintes et des obligations.

Apport principal des études ou du travail selon les jeunes répondants



Les sens attribués aux études et au premier emploi ne renvoient pas tout à fait aux mêmes ordres de signification selon le milieu social de ces jeunes. Pour les enfants de diplômés d'un master ou doctorat et appartenant aux CPIS, leur future vie en études supérieures ou professionnelle représente l'occasion de réussir personnellement, puis de gagner de l'argent et enfin de donner un sens à sa vie. Pour les enfants d'employés et d'ouvriers, elle symbolise avant tout le fait de gagner de l'argent, de réussir personnellement puis de s'assurer un avenir professionnel.

PARTIE 1



Les représentations de l'apport des études et du travail sont sensiblement similaires entre jeunes des villes et jeunes des campagnes. Mais cette différenciation géographique est légèrement plus marquée parmi les jeunes de classes populaires. En effet, les études et le travail sont synonymes d'un gain matériel pour 31% des jeunes citadins de milieux populaires contre 24% des jeunes de classes populaires rurales. De plus, le troisième sens donné aux études et au travail diffère entre ces deux groupes de jeunes : il s'agit de la stabilité professionnelle pour les premiers et du fait de donner un sens à sa vie pour les seconds.

PARTIE 2

Des jeunes « prêts à partir » mais en proie à des doutes



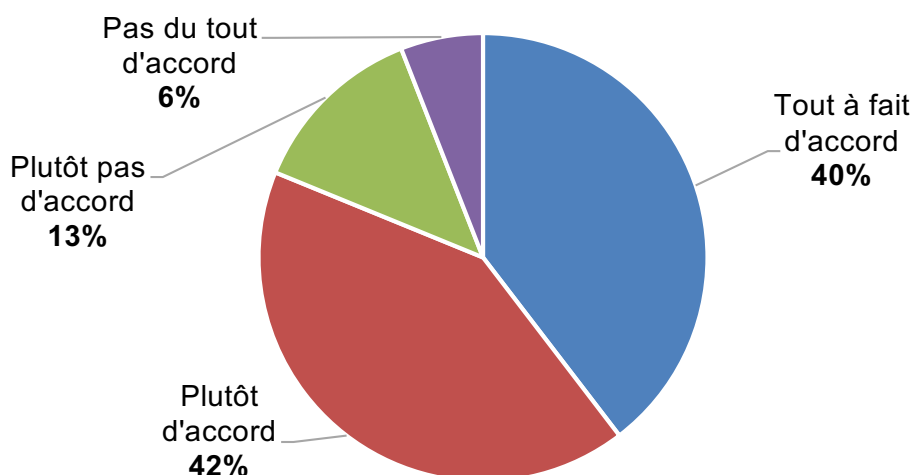
PARTIE 2



1. Un attachement fort au lieu de vie qui n'empêche pas de vouloir partir pour les études

Une part significative des jeunes répondants est très attachée à son lieu de vie, et plus encore pour les jeunes habitant dans des espaces ruraux. 82% des lycéen.nes enquêtés partagent leur attachement à l'endroit où ils vivent. Cet attachement est plus fort chez les jeunes ruraux qui sont 85% à le partager contre 76% des jeunes urbains.

« Je me sens attaché à l'endroit où je vis »



Pour les jeunes qui disent ne pas se sentir attachés à leur lieu de vie, ils l'expliquent principalement par le fait qu'ils s'y ennuiant, qu'ils s'y sentent seuls ou qu'ils n'y trouvent pas d'intérêt particulier.

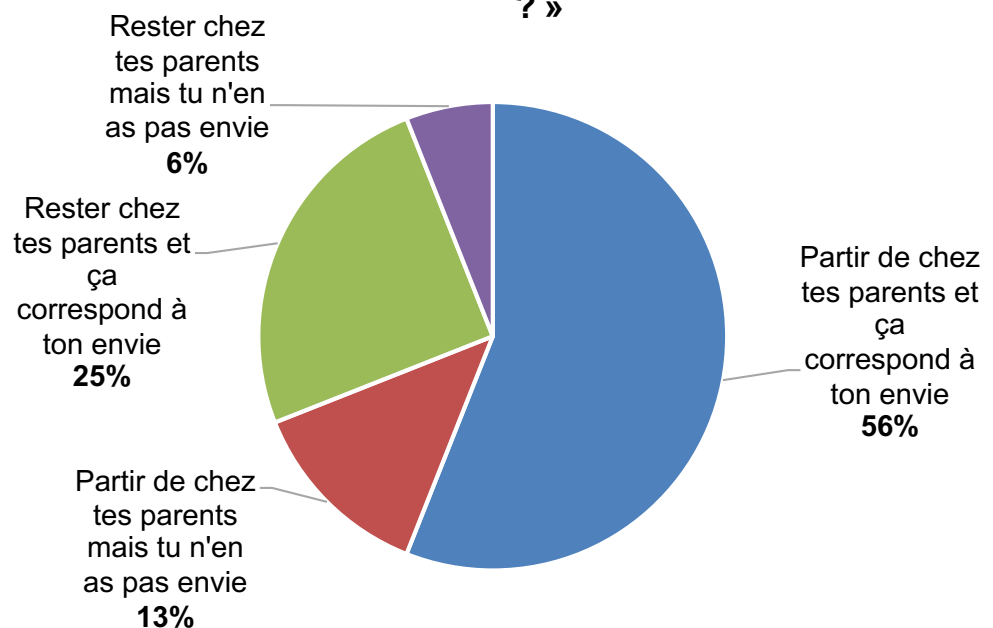
Les jeunes de classes populaires rurales sont nettement plus nombreux à faire part de cet attachement à leur lieu de vie que les jeunes de classes populaires urbaines (90% contre 75%). Cet ancrage local peut constituer une forme de ressource sociale pour des jeunes habitant dans des territoires moins bien pourvus en services et commodités, en s'appuyant sur leurs sociabilités de proximité liées aux sphères familiales et amicales⁵.

PARTIE 2



Ce fort sentiment d'attachement ne les empêche pas d'imaginer partir pour leurs études quel que soit leur lieu de vie. 69% de ces lycéen.nes se préparent à partir de chez leurs parents pour leurs études post-BAC ou leur travail. Pour ceux qui partent, il s'agirait d'un souhait pour une grande majorité d'entre eux. En effet, parmi eux, 82% ont l'envie de quitter le domicile familial alors que 18% d'entre eux s'y sentent contraints. Pour ceux qui restent, on retrouve le même niveau de souhait : 80% d'entre eux ont envie de rester chez leurs parents et 20% s'y sentent contraints.

« Pour tes études post-BAC ou ton travail, tu vas ? »



Pour les répondants qui déclarent être contraints de devoir rester vivre chez leurs parents (6%), c'est avant tout l'aspect matériel qui rentre en compte et le manque de moyens financiers (55% des réponses), les contraintes familiales (41% des réponses) et les difficultés dans les déplacements (33% des réponses) qui expliquent cette restriction dans le choix de ces jeunes.

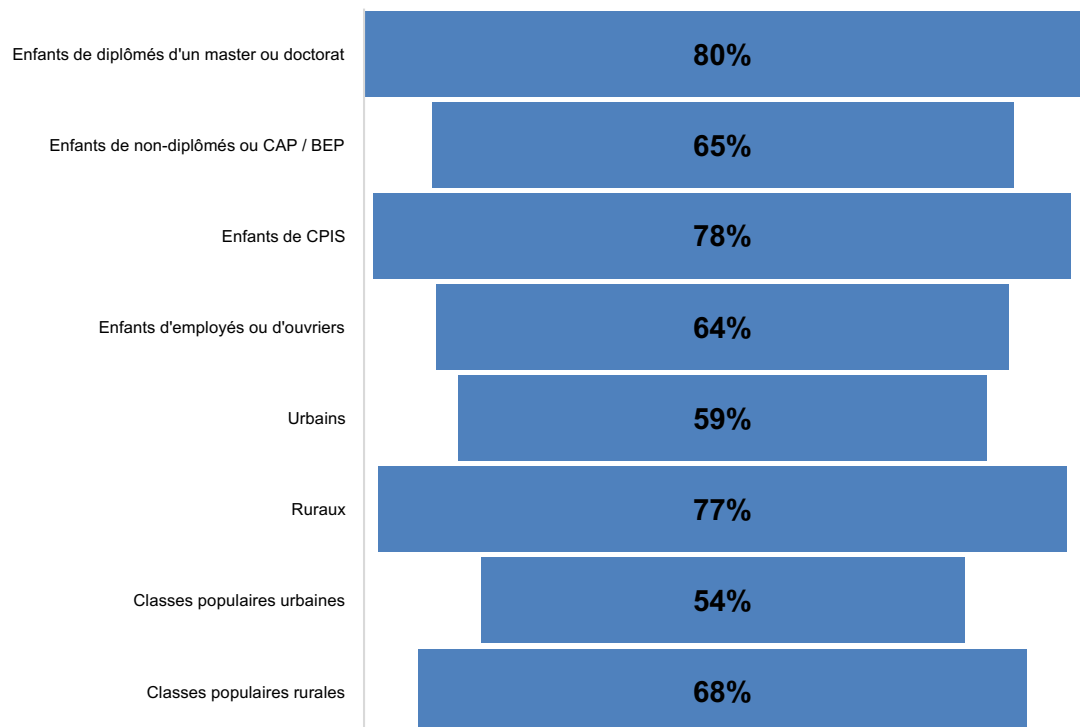
PARTIE 2



2. « Ceux qui partent » : des souhaits d'ancrage inégaux selon le lieu de vie et le milieu social

Les jeunes de milieux favorisés et les jeunes vivant dans des espaces ruraux sont plus nombreux à se projeter ailleurs que chez leurs parents pour poursuivre leurs études. 80% des enfants de diplômés d'un master ou doctorat, 78% des enfants de CPIS et 77% des jeunes ruraux envisagent de quitter leur domicile familial. À l'inverse, les jeunes urbains sont les moins nombreux à y songer (59%), plus particulièrement parmi les milieux les plus modestes (54%). Chez les classes populaires, les jeunes ruraux sont davantage à se préparer à partir de chez leurs parents (68% contre 54% des jeunes citadins).

« Ceux qui partent » selon les profils des lycéen.nes enquêtés.es



PARTIE 2



Le souhait de déménager pour les études post-BAC ou le travail apparaît aussi variable selon le milieu social et surtout le lieu de vie. Les jeunes de milieux favorisés et les jeunes urbains semblent mieux appréhender ce départ potentiel. Si 67% des enfants de diplômés d'un master ou doctorat font part du souhait de partir, ils sont la moitié parmi les enfants de non-diplômés ou détenteurs d'un CAP / BEP. On constate le même phénomène entre les enfants de CPIS et les enfants d'employés et d'ouvriers (67% contre 53%).

Géographiquement, les jeunes ruraux sont plus nombreux à témoigner d'une contrainte à quitter le domicile de leurs parents. Ils sont 17% à déclarer partir de chez leurs parents sans en avoir l'envie contre 9% des jeunes citadins. On retrouve des proportions similaires parmi les jeunes de classes populaires urbaines et rurales.

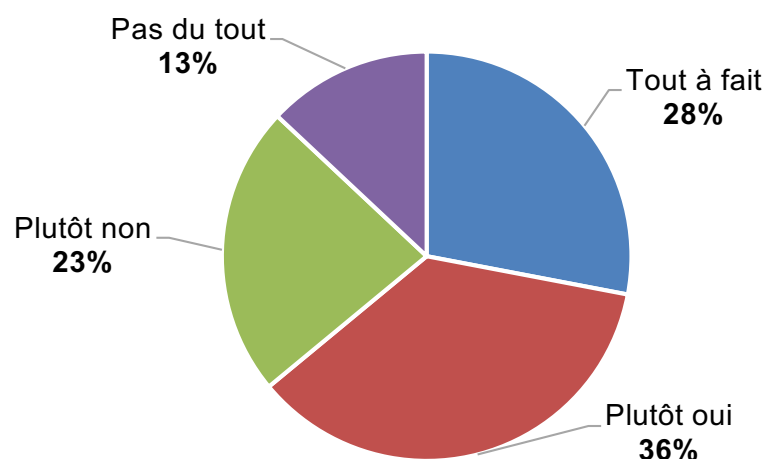
PARTIE 2



3. Les jeunes sont anxieux face à l'avenir

84% des lycéen.nes répondant.es déclarent se sentir bien dans leur vie quotidienne. Malgré cela, leur sentiment d'anxiété face à l'avenir est fort. 64% d'entre eux en font part. Ce sentiment d'angoisse est relativement semblable quel que soit le lieu de vie et le milieu socio-économique de ces jeunes, même si l'on peut noter que son expression est légèrement plus forte chez les jeunes ruraux (68% contre 63% chez les jeunes urbains).

"J'ai peur de l'avenir / je me sens anxieux"



Une part minoritaire mais non négligeable des jeunes répondants se sentent isolés : 1 jeune sur 5 en témoigne. Pour les classes populaires, ce sentiment est plus marqué si l'on habite en campagne plutôt qu'en ville. En effet, les jeunes appartenant aux classes populaires rurales sont plus nombreux que ceux habitant en zone urbaine à l'exprimer (21% contre 15%).

Plus d'1/5 mentionnent que leur famille ou eux-mêmes ont des difficultés financières. Ce constat est logiquement d'autant plus vrai chez les enfants de parents non-diplômés ou titulaires d'un CAP-BEP (40%) que ceux de diplômés d'un master ou doctorat (14%). Dans une moindre mesure, le lieu de vie influe également sur l'expression de conditions de vie difficiles, notamment parmi les différents jeunes issus des classes populaires. Il est à noter la fragilité particulière des jeunes ruraux de milieux défavorisés qui sont 26% à le déclarer contre 19% des jeunes urbains du même milieu social.

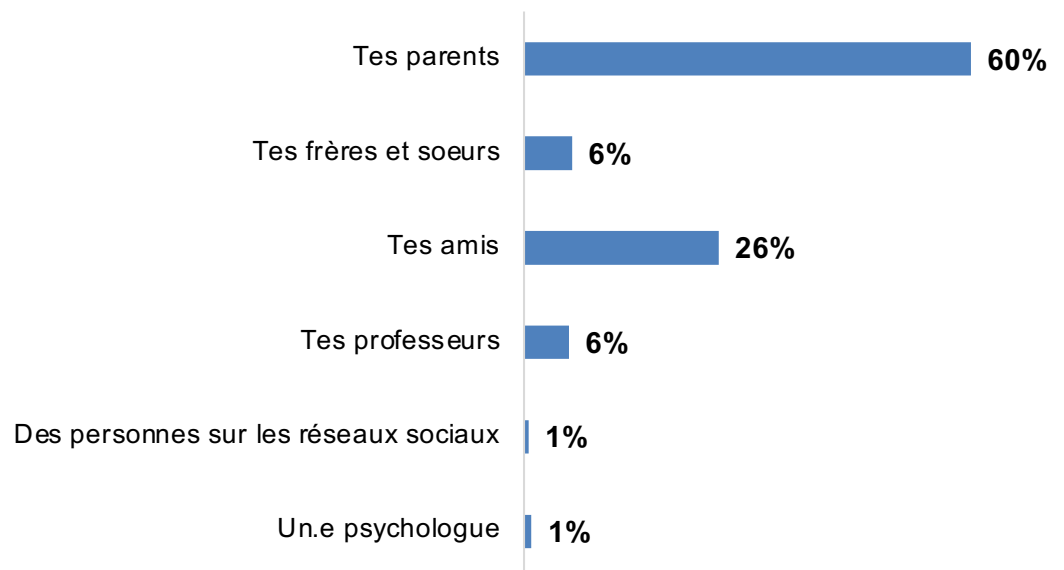
PARTIE 2



En cas de difficulté, une majorité des jeunes interrogés ne sollicitent pas d'aide : seuls 43% demandent de l'aide lorsqu'ils ont un problème. On remarque sur ce point des différenciations selon le milieu social, les jeunes de milieux plus favorisés sollicitant davantage une aide. En effet, 53% des enfants de CPIS expriment ce besoin contre 37% des enfants d'employés ou d'ouvriers. Ceux-ci éprouvent probablement une plus grande facilité de communication en famille et peuvent davantage compter sur les ressources qu'elle apporte. Le lieu de vie ne semble pas influencer l'expression de ce besoin chez ces jeunes répondants.

Tous les jeunes s'appuient d'ailleurs en premier lieu sur leurs parents (60%), leurs amis (26%) puis leurs frères et sœurs (6%).

Personnes vers qui demander de l'aide en priorité en cas de de besoin selon les lycéen.nes interrogé.es



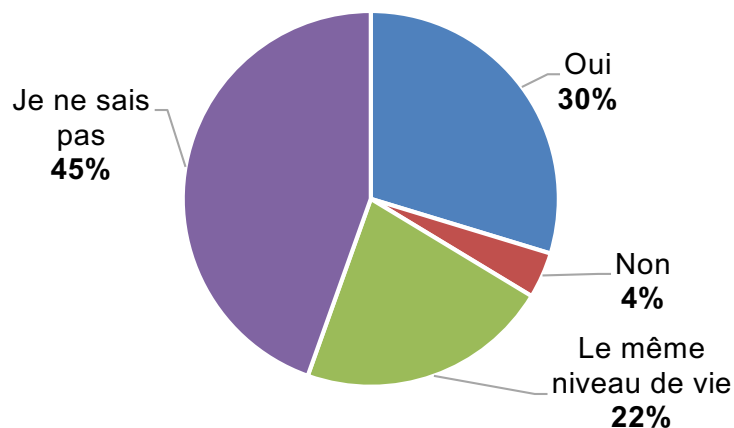
PARTIE 2



4. Des lycéen.nes incertain.es face à l'évolution de leurs conditions de vie, des jeunes de milieux populaires plus optimistes à cet égard

Une partie importante des jeunes répondants expriment une incertitude quant à leurs futures conditions d'existence. Un peu moins de la moitié des répondants ne savent pas s'ils auront une meilleure vie que leurs parents (45%). 30% estiment que cela sera le cas, 4% que non et 22% qu'ils auront le même niveau de vie qu'eux.

« Penses-tu que tu auras une meilleure vie que tes parents ? »

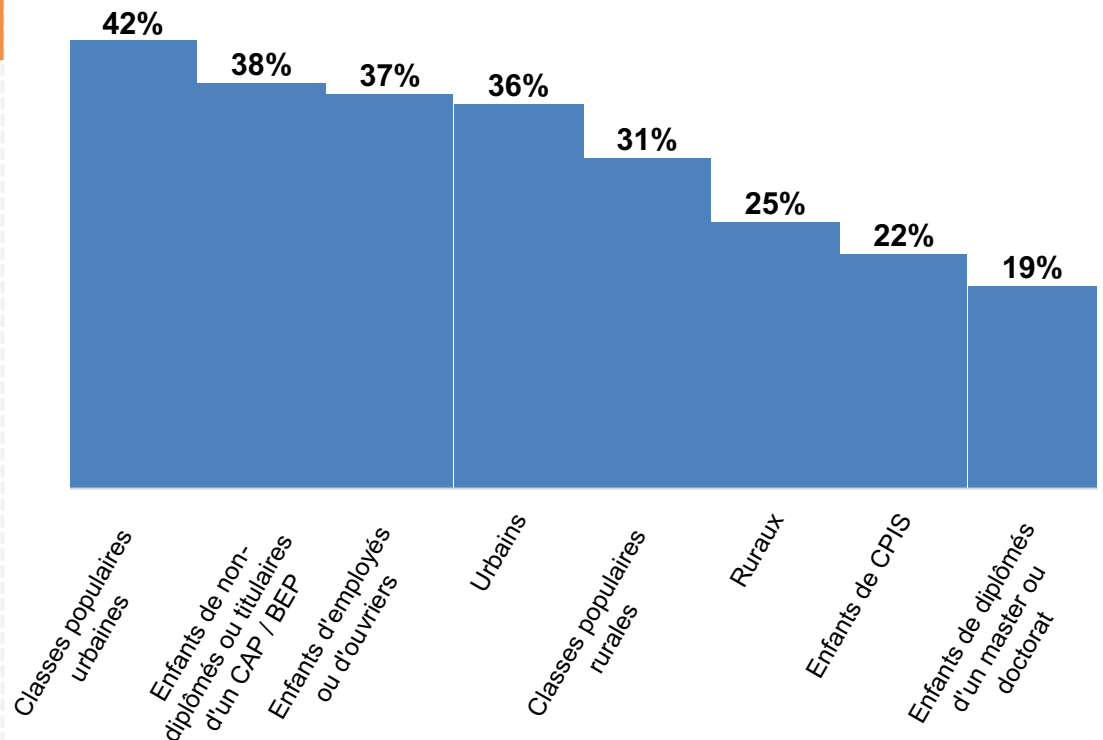


Cependant, les projections de ces jeunes varient sensiblement selon le lieu de vie et le milieu social. Ainsi, les jeunes citadins sont plus nombreux à penser qu'ils auront un meilleur destin que leurs parents par rapport aux jeunes habitant dans des communes rurales (36% contre 25%). De plus, les jeunes de milieux populaires urbains paraissent plus positifs quant à leur future trajectoire sociale que les jeunes de classes populaires rurales. En effet, ils sont 42% à affirmer qu'ils auront une meilleure vie que leurs parents contre 31% des lycéen.nes modestes habitant en zone rurale.

PARTIE 2



« Je pense que j'aurai une meilleure vie que mes parents »



On observe également que les jeunes de milieux favorisés partagent moins de certitudes quant à leur future situation d'existence. Par exemple, les enfants de parents diplômés d'un master ou doctorat sont moins nombreux à affirmer qu'ils auront une meilleure vie que leurs parents par rapport aux enfants de parents sans diplôme ou titulaires d'un CAP-BEP (19% contre 38%). Les premiers font plus preuve de retenue quant à leur situation future puisqu'ils sont 33% à indiquer qu'ils connaîtront la même situation que leurs parents contre 12% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP-BEP.

On retrouve la même tendance chez les enfants d'employés et d'ouvriers et les enfants de CPIS où les premiers déclarent plus souvent qu'ils connaîtront une meilleure situation d'existence que leurs parents (37% d'entre eux contre 22% des enfants de CPIS). Ce phénomène peut illustrer à la fois un effet de perception d'inertie sociale chez les plus favorisés et d'espoir d'ascension sociale chez les jeunes issus de familles plus modestes. L'ensemble de ces analyses est tout de même à nuancer au regard de la grande partie des jeunes qui ne savent pas s'ils auront une meilleure situation que leurs parents.

PARTIE 3

**Des difficultés de
mobilité plus
importantes en milieu
rural et une
dépendance accrue à
la voiture**



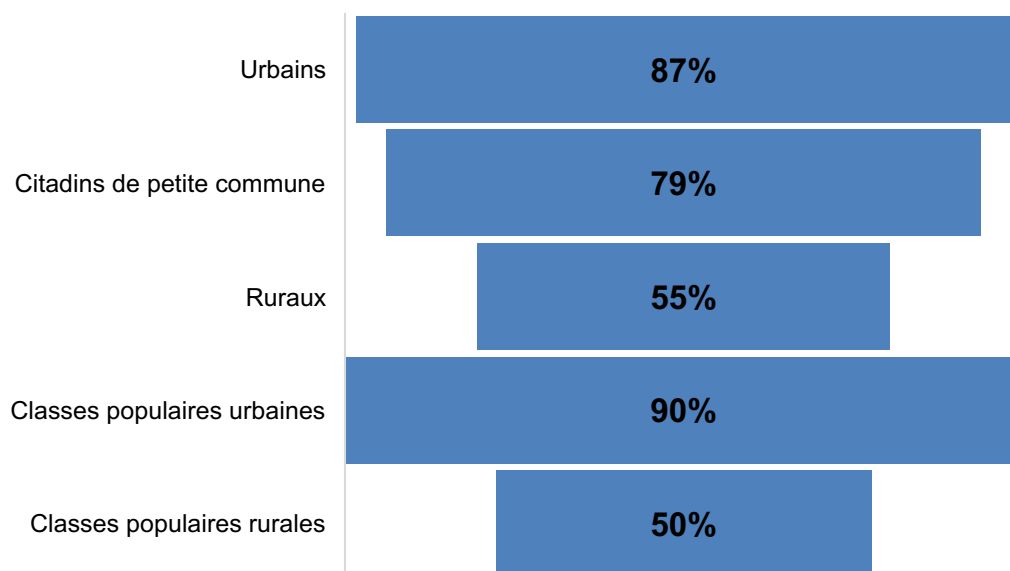


1. Des difficultés de mobilité plus importantes pour les jeunes ruraux

La majorité des jeunes répondants font part de leur facilité à se déplacer au quotidien. En effet, 72% des enquêtés déclarent qu'il est facile pour eux de se déplacer. Cette part est d'autant plus importante chez les citadins qui sont 87% à le mentionner, contre 79% pour les lycéens résidant dans des petites villes et seulement 55% pour les jeunes habitant dans une commune rurale.

Ces inégalités territoriales peuvent se coupler à des inégalités sociales. En effet, 62% des enfants de non-diplômés ou détenteurs d'un CAP / BEP font part d'une facilité à se déplacer au quotidien. De plus, cette inégalité territoriale se révèle parmi les jeunes de milieux sociaux similaires. En effet, seulement la moitié des jeunes de classes populaires rurales font part de cette facilité à se mouvoir au quotidien contre l'unanimité des jeunes de milieux populaires urbains (90%).

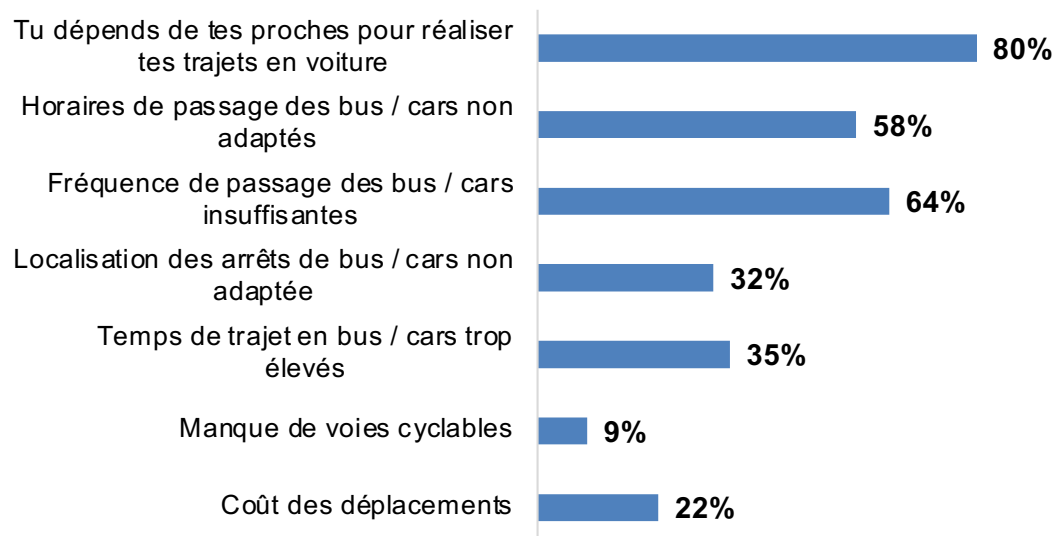
« Il est facile pour moi de me déplacer au quotidien »





Les 28% des jeunes répondants qui déclarent qu'il n'est pas facile pour eux de se déplacer au quotidien l'expliquent avant tout parce qu'ils dépendent de leurs proches pour réaliser leurs trajets en voiture (80% de réponses citées), puis parce que la fréquence des bus ou cars à proximité de chez eux est considérée insuffisante (64% de réponses mentionnées) et parce que les horaires des bus ou cars à proximité de chez eux est jugée non adaptée (58% des réponses). Les jeunes de milieux ruraux sont les plus nombreux à pointer leur dépendance à la voiture et ceux des petites villes à noter que les horaires et fréquences des transports en commun sont inadaptés et insuffisants.

Motifs des difficultés de déplacement au quotidien selon les jeunes concernés*



*Sur la base de 420 répondants et de 1 261 réponses, plusieurs réponses possibles

Concernant le temps de trajet entre leur domicile et leur lycée, 73% de l'ensemble des répondants affirment mettre moins de 30 minutes pour aller au lycée. On retrouve là aussi des variations entre les réponses des jeunes citadins, des jeunes de petites villes et des jeunes ruraux. 83% des jeunes des plus grandes villes mettent moins de 30 minutes pour se rendre au lycée contre 77% des lycéen.nes habitant dans des petites villes et 65% des répondant.es résidant dans une commune rurale.

PARTIE 3

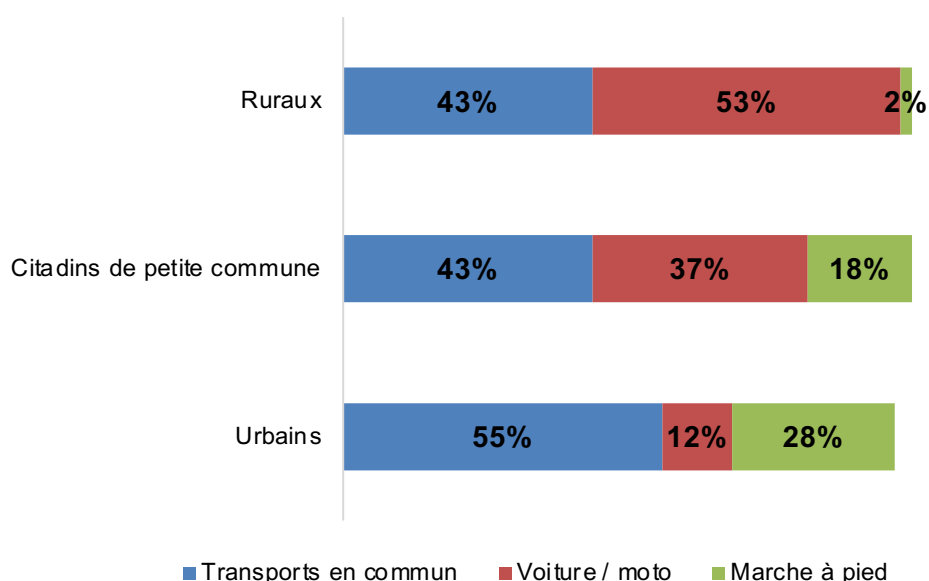


2. Des modes de déplacement influencés par le milieu de vie, une dépendance à la voiture pour les jeunes des espaces ruraux

Concernant leurs modes de déplacement au quotidien, presque la moitié des jeunes ont principalement recours aux transports en commun. 47% des lycéen. ns interrogé. es déclarent se déplacer en transports en commun, 35% en voiture ou moto et 15% à pied.

Le lieu de vie structure évidemment les types de mobilité quotidienne. Ainsi, 55% des jeunes citadins utilisent les transports en commun pour se déplacer contre 43% des jeunes ruraux. Cette différence est d'autant plus marquée dans l'usage de la voiture : il concerne 13% des jeunes de grande ville et 53% des jeunes habitant en campagne. Cette différence est aussi mise en évidence avec la pratique de la marche à pied puisqu'elle est mentionnée par 28% des jeunes urbains et seulement par 2% des jeunes ruraux. On note des écarts semblables parmi les jeunes de milieux populaires puisque c'est l'effet de lieu qui joue logiquement le plus dans ces modes de déplacement quotidien.

Modes de déplacement quotidien principaux selon le lieu de vie des jeunes répondants*



*Ce graphique exclue les modes minoritaires de déplacement comme le vélo, la trottinette et le scooter, ce qui explique que les totaux ne correspondent pas à 100%.



Pour 68% des jeunes interrogés, le permis est indispensable pour leurs déplacements au quotidien, pratique pour 28% d'entre eux et non nécessaire pour 4%. On observe logiquement des écarts non négligeables selon le lieu de vie de ces lycéen.nes. Si les citadins sont 55% à le considérer comme indispensable pour leurs déplacements réguliers, les ruraux sont 80% à l'évoquer.

Parmi l'ensemble des répondant.es, la moitié mentionne qu'ils comptent bientôt passer le permis, 27% qu'ils sont déjà en train de le passer, 12% qu'ils l'ont déjà obtenu, 6% qu'ils n'en ont pas les moyens et 5% qu'ils n'en ont pas besoin.

Les jeunes citadins enquêtés sont proportionnellement plus nombreux à déclarer souhaiter le passer (57%) que les jeunes ruraux (46%). Cela s'explique par le fait que les jeunes ruraux sont davantage à déjà avoir passé le permis notamment parmi les milieux plus défavorisés (28% contre 17% des jeunes de classes populaires urbaines). 15% des jeunes ruraux issus de milieux modestes ont déjà le permis contre 9% des jeunes urbains du même milieu social.

Parmi ces jeunes de classes populaires, seulement 1% de ces lycéen.nes habitant à la campagne déclarent qu'ils n'ont pas besoin du permis de conduire contre 6% des jeunes citadins. On constate également que les jeunes ruraux de classes populaires sont légèrement plus nombreux à affirmer qu'ils n'ont pas les moyens de le passer (8% contre 6% des jeunes de classes populaires urbaines). L'ensemble de ces éléments illustre bien une dépendance à la voiture plus marquée chez les jeunes des espaces ruraux, notamment parmi les milieux modestes⁶.

PARTIE 4

Un rapport hésitant des lycéen.nes à l'engagement, des postures contrastées aux institutions et au vote



PARTIE

4

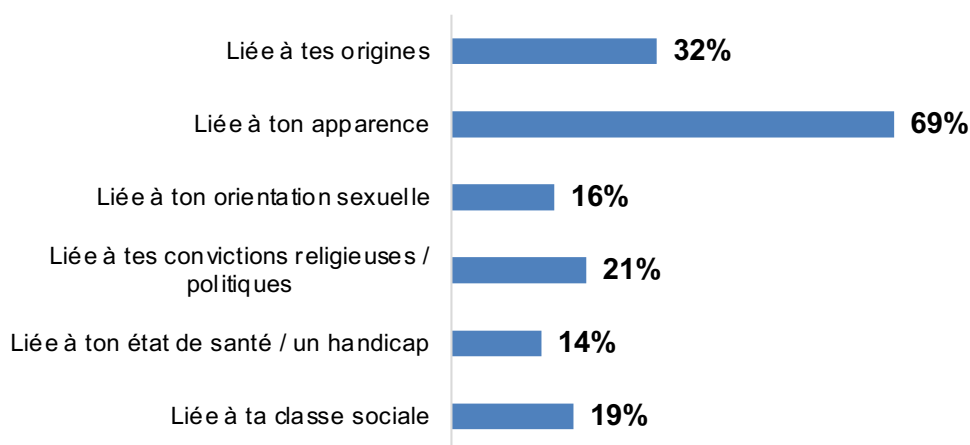


1. Plus d'1 jeune sur 3 déclare avoir déjà été victime de discrimination, un sentiment plus marqué en ville

36% des lycéen.nes répondant.es considèrent avoir déjà été victime de discrimination. Ce sont avant tout les jeunes de grandes villes (43% contre 31% des jeunes ruraux) et les jeunes dont les parents n'ont pas de diplôme ou sont titulaires d'un CAP / BEP qui le mentionnent le plus (43%). De même, parmi les jeunes de milieux modestes, ce sont avant tout ceux habitant en ville qui le déclarent (39% contre 31% des jeunes de classes populaires rurales).

Parmi l'ensemble de ces jeunes s'étant déjà sentis discriminés, c'est avant tout leur apparence (69% des réponses partagées), puis leurs origines (32% des réponses citées) et leurs convictions religieuses et/ou politiques (21% des réponses) qui en seraient à l'origine selon eux. Les jeunes répondants issus de milieux populaires sont plus nombreux à pointer des discriminations qui seraient liées à leur classe sociale.

Principaux types de discrimination subie selon les jeunes concernés*



* Sur la base de 548 répondants et 1 001 réponses, plusieurs réponses possibles

En outre, les jeunes de classes populaires urbaines mentionnent avant tout avoir subi des discriminations liées à leurs origines, à leur apparence puis à leurs convictions politiques et/ou religieuses. Les jeunes de classes populaires rurales affirment quant à eux qu'il s'agit avant tout de discriminations liées à leur apparence, à leur classe sociale puis à leur état de santé.

D'après l'ensemble des enquêtés mentionnant avoir subi des discriminations, 94% indiquent qu'elles ont lieu dans le cadre de 32 l'école.

PARTIE 4



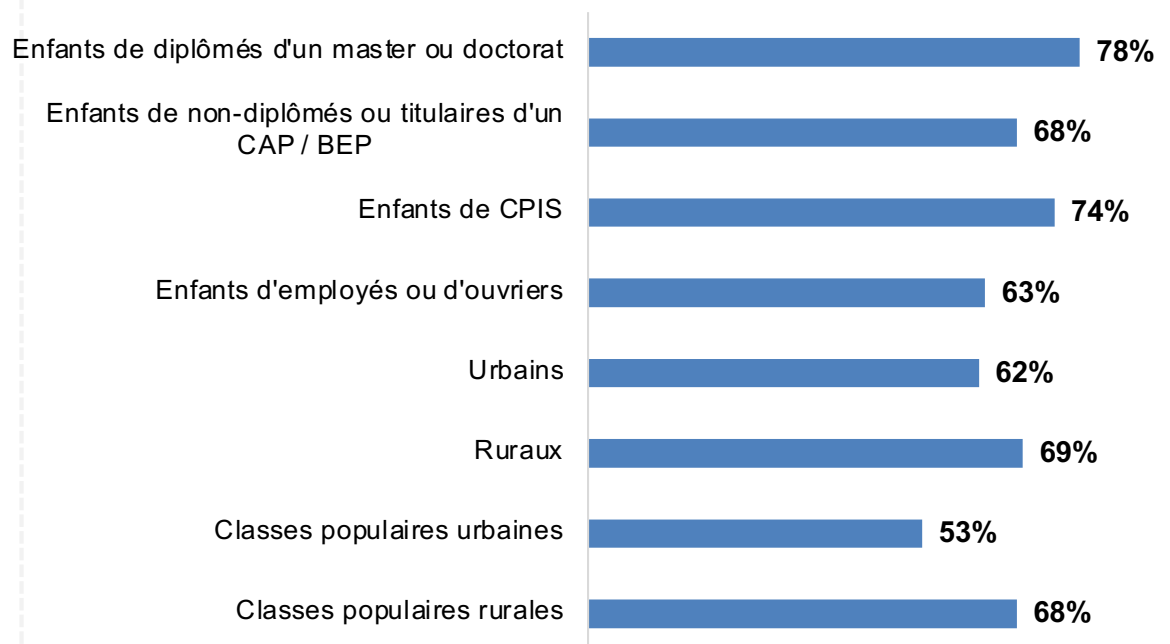
2. Une confiance à la police, à l'école et à la justice, plus prononcée chez les lycéen.nes de milieux favorisés et les jeunes ruraux

Après avoir traité du sentiment de discrimination des jeunes enquêtés, cette enquête met en lumière leur rapport contrasté à certaines institutions.

Une large majorité des jeunes enquêtés accordent leur confiance à la police. En effet, 74% des lycéen.nes répondant.es le déclarent. Cette part est plus importante chez les jeunes ruraux que les jeunes citadins (80% contre 63%), chez les enfants de diplômés d'un master ou doctorat (80%) et les enfants de CPIS (78%). Les jeunes de milieux modestes ruraux sont plus nombreux à accorder leur confiance à la police que ceux des zones urbaines (83% contre 58%).

C'est ensuite l'école qui suscite une confiance importante auprès de ces jeunes. 66% des jeunes interrogés accordent une confiance à l'école. Cette confiance est plus prononcée chez les enfants de CPIS (74%) et ceux de diplômés d'un master ou doctorat (78%) que chez les enfants d'employés ou d'ouvriers (63%). Là aussi, les jeunes de classes populaires rurales sont davantage à exprimer leur confiance à l'école que les jeunes de classes populaires des villes (68% contre 53%).

« Je fais confiance à l'école »



PARTIE 4



Le niveau de confiance de ces lycéens envers la justice est moins important. Ainsi, 57% de l'ensemble des enquêtés affirment avoir confiance en la justice. Cette part est plus marquée chez les enfants de diplômés d'un master ou doctorat (67%) et les enfants de CPIS (63%) que les enfants de sans diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP (46%) et les enfants d'employés et d'ouvriers (53%). Elle est également légèrement plus prononcée chez les jeunes de milieux populaires ruraux (57% contre 51% des jeunes de classes populaires urbaines).

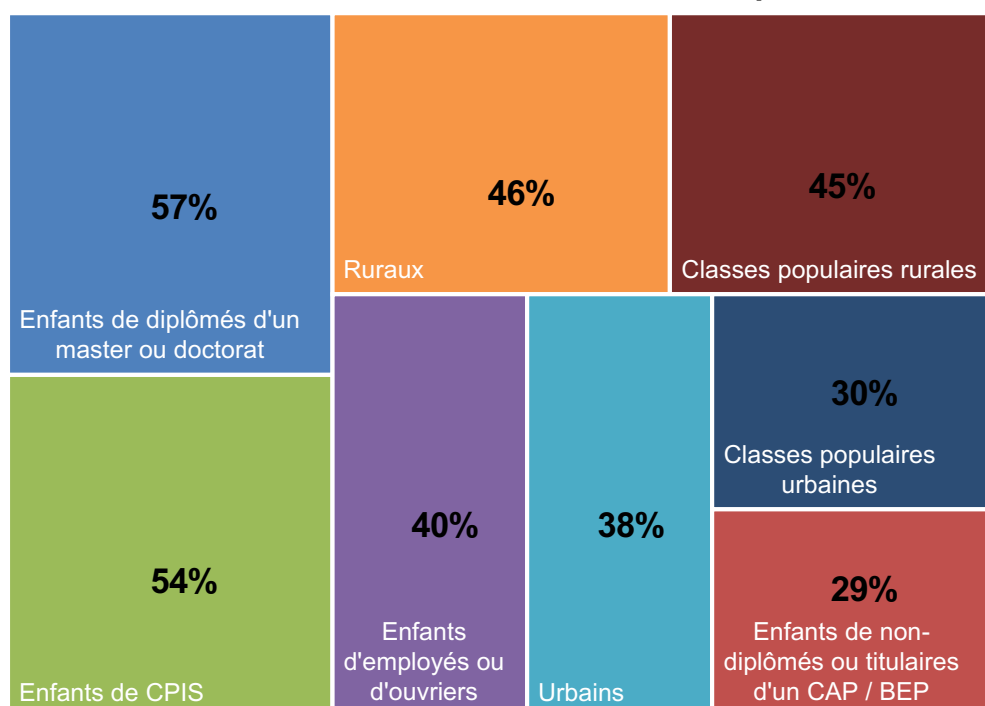
PARTIE 4



3. Une méfiance plus forte envers les médias, et plus encore les réseaux sociaux et la classe politique

42% des jeunes répondants déclarent faire confiance aux médias « classiques ». Cette part est plus forte chez les enfants de CPIS (54%) et ceux de diplômés en master ou doctorat (57%) que chez les enfants de non-diplômés ou détenteurs d'un CAP / BEP (29%). Les jeunes de milieux populaires ruraux déclarent davantage que ceux vivant en zone urbaine leur faire confiance (45% contre 30%).

« Je fais confiance aux médias "classiques" »



Les jeunes répondants ont toutefois beaucoup plus confiance aux médias « classiques » qu'aux réseaux sociaux. En effet, une minorité des jeunes enquêtés font confiance aux réseaux sociaux et Internet. Seulement 21% d'entre eux l'affirment, sans grande distinction selon le lieu de vie, le niveau de diplôme et la CSP du parent déclarés.

Enfin, seuls 16% des lycéen.nes enquêté.es disent attribuer leur confiance aux personnalités politiques. Ce chiffre ne varie pas non plus selon le type de commune de résidence ou le milieu socio-économique de ces jeunes. Il traduit une méfiance certaine à l'égard des représentants politiques actuels⁷.

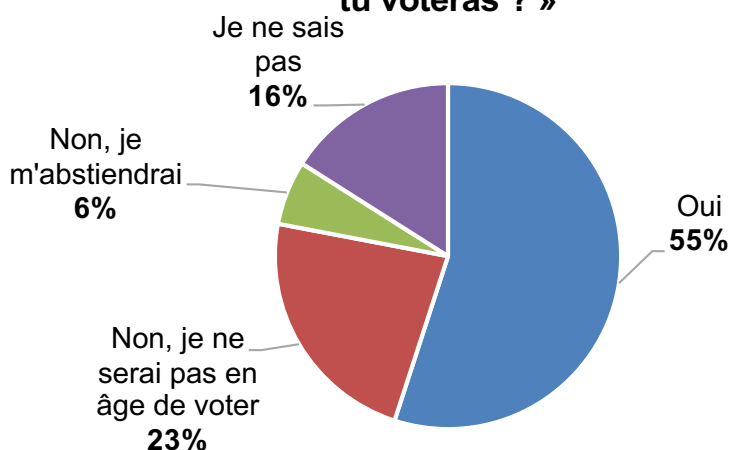
⁷ Voir à ce sujet : Lardeux Laurent et Tiberj Vincent, « La démocratie à l'épreuve de la jeunesse. Une (ré)génération politique ? », INJEP analyses et synthèses, n°46, mars 2021.



4. *Un rapport au vote indécis mais clivé selon le milieu social et le lieu de vie des lycéen.nes*

Le rapport au vote des jeunes répondants semble hétérogène et fracturé selon leur milieu social et leur milieu de vie. Plus de la moitié des répondants pensent voter aux prochaines élections (municipales en 2026 et présidentielles en 2027). 23% d'entre eux disent qu'ils ne seront pas en âge de voter, 6% qu'ils s'abstiendront et 16% qu'ils ne savent pas encore. La part des jeunes qui pensent voter passe même à 71% si on enlève la part de ceux qui ont déclaré qu'ils ne seront pas en âge de voter aux prochaines élections.

« Pour les prochaines élections, penses-tu que tu voteras ? »



Le rapport au vote de ces jeunes est socialement inégal. En effet, les jeunes de milieux favorisés sont davantage à envisager de voter aux prochaines élections (59% des enfants de diplômés de master ou doctorat et 60% des enfants de CPIS) que ceux de milieux plus populaires (46% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP). Ce rapport au vote différencié se concrétise d'ailleurs dans la persistance d'inégalités sociales induites par les pratiques électorales des jeunes en âge de voter⁸. En plus d'être socialement différencié, le rapport au vote semble varier selon le lieu de vie des répondants. 58% des jeunes de classes populaires rurales disent vouloir voter aux prochaines élections contre 52% de ceux vivant en ville.

En outre, les jeunes de milieux populaires font preuve de plus d'hésitations et de réserve quant à leurs pratiques électorales potentielles. 20% d'enfants de non-diplômés ou détenteurs d'un CAP / BEP déclarent en effet ne pas savoir s'ils voteront ou non contre 9% des enfants de diplômés d'un master ou doctorat. Mais les jeunes de milieux populaires sont également plus nombreux à partager une posture d'abstention face au vote : 11% des enfants de non-diplômés ou diplômés d'un CAP / BEP sont concernés contre 3% chez des enfants de CPIS.

⁸ Lardeux Laurent, « Les jeunes et le vote », fiches repères de l'INJEP, avril 2024.

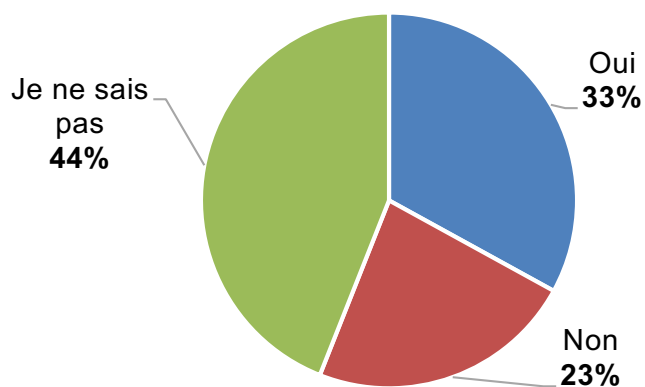
PARTIE 4



5. Un rapport à l'engagement hésitant

Enfin, les jeunes enquêtés témoignent d'un rapport assez incertain à l'engagement. En effet, ils sont 44% à déclarer ne pas savoir s'ils souhaitent s'engager plus tard, 33% à l'affirmer et 23% à l'infirmer. Les jeunes ruraux sont plus nombreux à en douter (49%) et les enfants de CPIS plus nombreux à mentionner qu'ils souhaitent s'engager (42%). De surcroît, plus de la moitié des jeunes de classes populaires rurales doutent de leur engagement ultérieur (51% contre 33% de ceux vivant en ville). À l'inverse, les jeunes citadins de milieux populaires partagent une position plus affirmée dans leurs souhaits d'engagement : 40% déclarent souhaiter s'engager contre 1/5 des jeunes ruraux de milieux modestes.

« Est-ce que tu aurais envie de t'engager plus tard ? »



CONCLUSION



CONCLUSION



Ainsi, cette enquête a permis de mettre en lumière le poids variable du lieu de vie dans le rapport des jeunes aux études, à leur vie quotidienne et à leur avenir. Ses résultats donnent à voir en premier lieu la prépondérance d'inégalités sociales dans le parcours et les projections de lycéen.nes, qu'ils habitent en ville ou à la campagne.

La grande majorité des lycéen.nes interrogé.es partagent à la fois leur sentiment de bien-être au lycée et une certaine inquiétude quant à leur orientation. Si plus de 4 jeunes sur 5 souhaitent poursuivre en études supérieures, c'est avant tout l'origine sociale qui influence le niveau d'études recherché.

Les jeunes de milieux favorisés sont ceux qui visent les plus longues études : 45% des enfants de diplômés d'un master ou doctorat cherchent à décrocher un master. Mais le lieu de vie joue également sur le niveau d'études visé. Les jeunes ruraux déclarent ainsi davantage s'orienter vers des études plus courtes et à visée d'insertion rapide, notamment parmi les milieux populaires, même si le master reste leur premier choix.

La majorité des jeunes enquêtés témoignent de leur attachement à leur lieu de vie actuel (82%). Cela ne les empêche pas pour autant de se projeter ailleurs pour les études ou leur futur travail. Parmi ceux qui se préparent à partir de chez leurs parents pour leurs études (69% de l'ensemble des répondants), on retrouve davantage des jeunes de milieux favorisés (80% d'enfants de diplômés d'un BAC+5 au moins) et des jeunes ruraux (77%).

Si la majorité des lycéen.nes interrogé.es déclarent se sentir bien au quotidien, près de 2/3 d'entre eux partagent un sentiment d'anxiété face à l'avenir. Ce sentiment d'angoisse est partagé par l'ensemble de ces jeunes peu importe leur milieu social et de vie. Les jeunes des classes populaires sont toutefois ceux qui déclarent le plus rencontrer des difficultés financières : c'est le cas de 40% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP contre 14% d'enfants de diplômés d'un BAC+ 5 ou plus. C'est également chez ces milieux populaires que l'auto-censure est la plus marquée : seuls 37% des enfants d'employés ou d'ouvriers demandent de l'aide en cas de besoin contre 53% des enfants de CPIS.

45% des jeunes répondants sont incertains face à l'évolution de leurs conditions de vie et ne savent pas s'ils auront une meilleure vie que leurs parents. Les jeunes de classes populaires sont plus optimistes, étant davantage à penser connaître une situation d'ascension sociale, alors que les jeunes de classes supérieures semblent plus en douter.

CONCLUSION



Concernant la mobilité de ces jeunes, le lieu de vie demeure structurant dans leurs capacités objectives à se déplacer au quotidien. Sans surprise, les jeunes ruraux font face à plus de difficultés pour se déplacer (temps de trajet domicile-lycée plus long, autonomie limitée dans la mobilité, dépendance à la voiture).

Les jeunes répondants sont plus d'un tiers à affirmer avoir déjà été victime de discrimination. Ce sentiment est plus marqué chez les jeunes urbains (43%) et ceux issus de milieux modestes (43% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP).

Le milieu social puis le lieu de vie influencent également le rapport de ces jeunes aux institutions et au vote. Cette confiance envers ces institutions est globalement plus importante chez les jeunes de classes sociales supérieures. Ainsi, 78% des enfants de diplômés d'un BAC+5 ou plus font confiance à l'école contre 68% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP. Pour autant, l'ensemble des jeunes répondants partagent une méfiance quant aux médias « classiques », même si ce manque de confiance est surtout présent chez les jeunes de classes populaires. Cette méfiance de l'ensemble des jeunes répondants concerne avant tout les réseaux sociaux et la classe politique : 21% des jeunes interrogés disent faire confiance aux réseaux sociaux et seulement 16% et aux personnalités politiques.

Enfin, si 55% de ces jeunes aimeraient voter aux prochaines élections, c'est plutôt le cas des jeunes de milieux favorisés (60% des enfants de CPIS). À l'inverse, les jeunes de classes populaires font preuve de plus d'hésitations dans leur rapport électoral : 20% des enfants de non-diplômés ou titulaires d'un CAP / BEP déclarent ne pas savoir s'ils voteront ou non.

Ainsi, les destins vécus par les jeunes des villes et ceux vécus par les jeunes ruraux présentent plusieurs points communs, l'origine et le milieu social constituant la variable majeure de différenciation entre ces jeunes. Pour autant, les réalités de vie entre ces groupes de jeunes ne sont pas non plus tout à fait les mêmes. Elles diffèrent principalement au regard de leurs possibilités de déplacement mais également de leurs possibilités de mobilité sociale.

Un document réalisé par



